



CSE Réseau régional France 3

Des 11 et 14 mai 2020

Le Plan de Reprise d'Activité dans les antennes régionales

Le plan de reprise d'activité c'est un peu la montagne qui aura accouché d'une souris dans le réseau pour ce nouveau CSE extraordinaire de l'après confinement.

La direction semble tétanisée par les décisions de la présidente qui est entrée résolument en campagne pour sa réélection et le plan d'action reste pour le moins flou.

Ce PRA devait envisager une série de scénarios avec un calendrier de reprise partielle mais il a surtout balayé sommairement le champ des possibles.

Les hypothèses les plus basses de reprise d'activité par antennes sont conditionnées par les annonces du gouvernement attendues pour le 2 juin et l'organisation possible d'un deuxième tour des municipales fin juin.

« Dans ce cas-là on se déploiera » annonce fièrement Laurence Mayerfeld, mais sans indiquer de mode opératoire précis devant les élus. Auquel cas, elle envisage de déconfiner l'info politique mais sans organiser de débats dans les entreprises, car ce serait trop risqué.

Les seules certitudes de la direction concernent la reprise au 15 juin de certaines locales selon les régions avec une nette préférence de Laurence Mayerfeld pour les locales excentrées même si leur nombre n'est toujours pas défini. Avec sans doute pas tous leurs effectifs (pour limiter le nombre de salariés le plus possible sur les sites) mais sur les durées habituelles.

La contrepartie de ces reprises pourrait bien être la poursuite des conditions de travail en mode très dégradé pour les reporters dans les voitures et avec les avions ! Avec des éditions à 5 minutes, comme cela se pratique déjà pour certaines d'entre elles pendant les congés scolaires.

Autre reprise déjà annoncée : celle des émissions en langues régionales.

La suite se fera « par palier et avec une seule et unique priorité : la sécurité », selon l'expression de la directrice avec des plans de circulation, des masques pour tous et des aménagements dans les bureaux en open-space. Les chefs de centre et les IMG planchent toujours sur ces questions de précautions sanitaires mais à ce jour, rien n'est vraiment réalisé pour une reprise sereine dans les entreprises régionales.

« Plus vite on revient, mieux ce sera, mais on va demander aux salariés de ne pas être économes en congés » rajoute-t-elle en incitant à des prises congés d'été de 5 semaines pour éviter « des dégradations financières ».

Autre hypothèse : si des antennes reprennent leurs sessions d'information, elles ne produiront que 60 % des JT et le reste se composera d'autres sujets des antennes ou des régions voisines et on sera invité également à puiser dans les réserves d'IV3. Un remplissage à bas coût que nous dénonçons.

Et quel monde pour après ?

Cela partait bien, Laurence Mayerfeld reprenant le souhait exprimé dans notre liminaire d'une plus grande autonomie, penser et réfléchir ensemble dans chacune de nos régions dans le respect des nouvelles normes sanitaires. Mais cela n'a pas duré... l'individualisme a de nouveau pris le pas sur le collectif. Pour notre directrice régionale, imaginer une nouvelle organisation du travail passe par un questionnement direct des salariés pour leur proposer par exemple, de continuer à travailler sur le mode envoi d'images et de commentaires. Deux journalistes, rédacteur et JRI, habitant à plusieurs dizaines de kilomètres de la station mais à proximité l'un de l'autre pourraient ainsi constituer une équipe délocalisée d'un nouveau genre. L'entreprise y gagnerait en réduisant la présence des personnels sur site, les journalistes concernés aussi en limitant leurs déplacements sauf que cela réduirait d'autant le montage en présentiel. Voilà bien la confirmation d'une volonté de renier un peu plus encore le travail d'équipe en privilégiant une fois de plus le clientélisme à la co-construction et ce n'est sans doute qu'une étape avec en perspective la multiplication des journalistes/monteurs et des Reporters En Résidence.....

Déontologie à géométrie variable

Les élus ont à nouveau pointé des dérapages récurrents en matière de déontologie avec des modules dits économiques qui sont toujours fabriqués en PACA par des intervenants extérieurs à France 3 sans carte de presse mais avec leur smartphone (coiffeurs, garagistes ou boulangers) au mépris de tout accord d'entreprise et de toutes règles éthiques.

Sophie Guillin, directrice de l'info régionale a beau se défendre en affirmant qu'il ne s'agit pas de reportages à proprement parler mais fort est de constater que ces modules qui ressemblent fort à des publi-reportages de 1 minute 15 sont toujours diffusés dans les journaux au détriment parfois de reportages fait par des équipes qui se retrouvent marbrés.

Nous demandons à nouveau à la direction d'y mettre fin sans condition. Ce qu'elle a fait pour un « reportage » de 3 minutes entièrement tourné par une postière et diffusé dans le JT d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Autre problème soulevé : la réalisation de vidéos par des journalistes web avec leurs smartphones ce qui les expose inutilement à des risques sanitaires car le cadrage exige de la proximité.

De nouveaux programmes

Le 21 juin : chaque région diffusera une offre musicale spéciale pour la fête de la musique.

Ces 13 émissions seront tournées avec des moyens internes et seront composées de groupes musicaux et d'initiatives solidaires

La direction annonce la rediffusion à partir du 2 juillet de captations culturelles dans les régions afin de soutenir les festivals qui ont été contraints d'annuler leur programmation.

Des rediffusions d'étapes mythiques du Tour de France sont également prévues.

Le plan de reprise de l'activité pour la Fabrique

Malgré l'absence de grands événements sportifs, la vidéo-mobile reprend progressivement son activité. Les salariés ont participé à une émission spéciale déconfinement le mardi 12 mai. Emission dont un débriefing est prévu et dont les conditions de reprises avaient été anticipées par des ateliers. Emission « C'est Politique », « Grand Echiquier » ou les programmes religieux sont prévus sur des plateaux sécurisés et parfois avec 2 cars-régies.

Les tournages des feuilletons reprennent le 25 mai pour Plus Belle La Vie et le 5 juin pour Un Si Grand Soleil... si la situation sanitaire ne s'aggrave pas d'ici là.

Plus compliqué en revanche pour les fictions classiques notamment pour un problème d'assurance des tournages. Des discussions « ont bien avancé », selon Yves Dumond pour la création d'un « fonds de soutien qui permettrait de garantir les risques ».

Enfin, comme pour les antennes régionales, le montage à distance en post-production pourrait s'installer durablement grâce à des avancées technologiques d'Avid... Monteur et réalisateur ne seraient ensemble que virtuellement pendant les quelques jours ou quelques semaines de montage. Un scénario craint par les salariés mais nécessaire « pour protéger monteurs comme réalisateurs » selon la direction. La nouveauté technologique sera présentée cette fin de semaine aux associations de producteurs et de réalisateurs. Le progrès à marche forcée sur le dos du virus...

Santé au travail et conditions du télétravail

Confirmation de l'annonce de la PDG de FTV : pour les équipements de protection individuels, la direction du réseau va distribuer 6 masques en tissu, lavables et réutilisables, à chaque salarié. Mais quand on travaille sur site, la fourniture et donc le port de masques chirurgicaux reste la règle.

Et pour le reste, le mot d'ordre de la directrice du Réseau reste identique malgré le déconfinement progressif du reste du pays : « il faut concentrer le moins de monde possible sur sites ». Une position qui peut pourtant conduire à des préconisations et des situations de travail intenable comme le dérushage/écriture/enregistrement des reportages dans les voitures ! Toujours imposée dans certaines stations, cette méthode ne l'est pas dans d'autres... et heureusement.

La directrice nous l'a répété tout le long de ce CSE : « Le réseau ne fonctionne pas au coup de sifflet » ! Sans faire de dirigisme excessif, nous souhaiterions au moins que la direction du réseau réalise la nocivité de certaines de ses directives.

Nous avons continué à déplorer les consignes qui mettent encore plus en danger la santé des salariés et de leurs proches, comme par exemple l'autorisation de ramener à son domicile le matériel de reportage sans offrir les moyens de désinfection... Et sur ce point, nous n'avons reçu de réponse.

La directrice du réseau persiste dans son idée de développer au maximum le télétravail et pour cela elle s'appuiera sur des questionnaires : celui de la direction générale mais aussi ceux qui seront réalisés par les directions régionales. « Je serai attentive à ne pas désocialiser les salariés mais je suis ouverte pour aller jusqu'à 3 jours de Télétravail pour les salariés qui le souhaitent »

Pour les salariés qui n'ont pas à domicile les conditions correctes du télétravail ? Et pour ceux qui ne le souhaitent pas ?

« Il faut qu'on revisite les conditions de télétravail y compris avec des fauteuils de bureau s'il le faut qu'on s'assure que les conditions de W soient de vraies conditions de travail sereines. Des PC portables ont été commandés, on est en train d'évaluer les besoins. »

Une tendance identique se dessine du côté de la Fabrique, avec le développement maximum du télétravail en post-prod. Des solutions de cloud pour le partage des rushs ont été trouvées avec la société Avid : le montage à distance pourrait devenir la règle et le montage sur site l'exception !

Mais dans le réseau comme à la Fabrique, la direction n'apporte pas de réponse aux interrogations des élus. Les risques d'éclatement des collectifs de travail ? Les salariés « abimés » par des longues périodes d'inactivité ? Rien de concret n'est proposé par nos dirigeants

Pire ! Dans le même temps, cette direction nous a prouvé qu'elle ne changeait rien dans son approche de ses projets immobiliers, comme à la locale de Perpignan.

Le projet de relocalisation de la locale de Perpignan

Le bail pour l'accès aux nouveaux locaux a été signé. L'aménagement du site retenu a fait l'objet d'une concertation avec les salariés concernés, tout cela avant l'entrée en vigueur du confinement. Nous n'en étions encore qu'au tout début de l'épidémie, dans le monde d'avant. Depuis, le Covid 19 s'est largement répandu et avec lui son lot de mesures et préconisations sanitaires nous projetant dans un autre monde, celui de demain. Pas de quoi pour autant bouleverser les plans de la direction régionale d'Occitanie. Sur les 380 m2 de la future locale, plus du tiers sera aménagé sous forme d'open space. Ce type d'espace de travail, France Télévisions l'a quasiment érigé en dogme depuis plusieurs années dans toutes ses implantations mais il apparaît aujourd'hui totalement dépassé. A l'heure des mesures barrières et de la distanciation à tout-va, la direction régionale d'Occitanie concède que le projet peut être amendé et retardé de quelques mois dans sa mise en œuvre mais pas question de tout remettre à plat ! Pas même le dernier concept à la mode appliqué à Rouen de « bureaux partagés ». Une hérésie en temps de pandémie !

Plus généralement, le DRH réseau fait état d'une réflexion en cours sur les aménagements à apporter dans les locaux existants pour prendre en compte ce nouveau risque de vague épidémique, un point c'est tout.

Les élus ont donc adopté une motion à l'unanimité.

Cantines toujours fermées

Les 7 cantines survivantes dans le réseau (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille et Antibes, Nancy et Toulouse, qui fonctionnent selon différents systèmes de gestion, ont toutes fermé avec le confinement. Tous les salariés sont en chômage technique.

Une réouverture est complexe et ne pourra s'effectuer avant le 15 juin, date fixée pour une reprise partielle des JT et de quelques émissions. Et pour quels services ?

De la simple fourniture de plateaux ou sac-repas, dont l'organisation pourrait assimiler à celle ou d'une ouverture complète du service de restauration, encore faudrait-il que la demande s'avère suffisante pour que cette reprise ne se fasse pas à perte.. Mais dans ce cas, les cantines d'entreprises risquent d'être sur le même calendrier que les bars et restaurants. Et l'accueil des extérieurs sera-t-il possible ? Tout cela reste très hypothétique. D'autant que selon Laurence Mayerfeld il faudra un protocole sanitaire précis pour chaque site.

En attendant, le CSE devra adapter les statuts de ces cantines compatibles avec la nouvelle instance et voter les budgets prévisionnels... si tant est que la direction du réseau applique le nouvel accord qui prévoit que 90% des subventions doivent être versées en janvier, le solde l'année suivante.

[prochain CSE le 3 juin en visioconférence](#)

Vos élus et représentant syndical : Myriam Figureau, Jean-Manuel Bertrand, Francois Ollier et Gilles Bernard